Chronique de la campagne présidentielle – épisode 3

Chaque week-end, nous publions une chronique de la campagne présidentielle. En commentant les faits marquants de la campagne, de notre point de vue qui est celui de communistes révolutionnaires ayant décidé de faire campagne pour la victoire de Mélenchon en 2022. Vous pouvez retrouver la chronique n°1 ici : https://tendanceclaire.org/article.php?id=1708 et le chronique n°2 ici : https://tendanceclaire.org/article.php?id=1709

Au sommaire ce week-end :

Les enseignements d'une étude Elabe sur Mélenchon

Les promesses « choc » de Mélenchon… et la question clé de leur crédibilité

On a les soutiens qu'on mérite : Laurence Rossignol, soutien d'Arnaud Montebourg

Brèves

Les enseignements d'une étude Elabe sur Mélenchon

Un sondage Elabe a accompagné l'interview de Mélenchon sur BFM Business jeudi 4 novembre

Au-delà des intentions de vote, Mélenchon apparaît plus convaincant que Hidalgo ou Jadot pour relocaliser les productions essentielles, pour le pouvoir d'achat, et pour mener une bonne politique économique. Il convainc environ un quart des sondé.e.s (environ 30 % des catégories populaires et 40 % des jeunes) et plus de la moitié des sympathisant.e.s de gauche.

Les principales propositions de Mélenchon recueillent une large approbation, confirmant par là-même les résultats d'un sondage Harris Interactive publié cet été : 88 % sont favorables au blocage des prix de l'énergie, 81 % au blocage des prix alimentaires, 79 % pour l'interdiction du versement des dividendes des entreprises qui font des licenciements économiques, 79 % pour augmenter le SMIC à 1 400 € net, 79 % pour fixer un écart de 1 à 20 des salaires, 74 % pour rétablir l'ISF, 74 % pour nationaliser les autoroutes, 65 % pour ramener l'âge légal de départ à la retraite à 60 ans. Les propositions de sortie du nucléaire d'ici 2045 (47%) et réduction du temps de

travail à 32h (43%) sont légèrement minoritaires (mais majoritaires dans les catégories populaires et chez les jeunes). Seule la proposition d'augmenter les droits de successions (19%) est nettement minoritaire, car les gens sont attachés à transmettre leur patrimoine à leurs enfants et ne perçoivent pas le caractère profondément injuste du principe de l'héritage.

Bref, c'est un véritable plébiscite pour les mesures mises en avant par Mélenchon, qui remet en question la soi-disante « droitisation » des Français. La « droitisation » est avant tout celle des grands médias et de la classe dominante. Elle n'est bien sur pas sans effet sur la population, mais une large majorité de la population plébiscite des mesures sociales qui sont décriées par tous les éditorialistes des médias mainstream.

Un autre enseignement de ce sondage : si les sondé.e.s plébiscitent les mesures de Mélenchon, une majorité plus courte pense que ces mesures sont « réalisables ». Cela ne nous surprend pas : beaucoup de sondé.e.s approuvent ces mesures qui satisfont objectivement leurs intérêts de classe, mais ils ont des doutes sur la possibilité de les réaliser. Ils ont raison ! Il n'est pas possible d'opérer une redistribution importante des revenus dans le cadre du capitalisme en crise. Ces mesures de Mélenchon (que nous soutenons) ne feraient qu'aggraver la crise du capitalisme, en baissant le taux de profit. Deux issues seraient alors possibles : soit renoncer aux promesses de campagne, soit engager une rupture avec l'ordre capitaliste pour pouvoir mettre en place de nouvelles institutions qui permettent la satisfaction des besoins fondamentaux de la population.

Les promesses « choc » de Mélenchon… et la question clé de leur crédibilité

Ces derniers jours, Mélenchon a mis en avant les mesures suivantes :

- « Il y a 800 000 contractuels dans la fonction publique. Il faut les embaucher, les titulariser »

- Personne ne vivra en dessous du seuil de pauvreté (niveau de vie inférieur à 60 % du niveau de vie médian)

- Il y aura une égalité salariale totale entre hommes et femmes

Nous soutenons bien sur ces mesures. Mais pour convaincre, Mélenchon doit expliquer comment il parviendra à les mettre en place, car d'autres candidats (ensuite élus) ont par le passé fait des promesses de même nature, sans bien sur qu'elles se réalisent.

Concernant la titularisation des personnels précaires de la fonction publique, c'est une mesure salutaire que Mélenchon pourrait en effet prendre en arrivant au pouvoir. Mais pour éradiquer la pauvreté et pour atteindre l'égalité salariale hommes / femmes, de simples lois ou décrets ne peuvent évidemment pas suffire. Il faut enlever le pouvoir économique aux patrons, et donc éliminer la propriété capitaliste. Si le pouvoir

politique n'enlève pas ce pouvoir aux patrons, il est impossible de garantir à chacun un salaire à vie (au-dessus du seuil de pauvreté) et d'éradiquer les discriminations :

- Mélenchon met en avant la « garantie d'emploi » comme un moyen pour sortir tout le monde de la pauvreté. Le principe est simple : si les gens ne parviennent pas à se faire embaucher par une entreprise privée, l'État se substituera à elles et embauchera ces chômeurs (qui toutefois n'auraient pas le statut de fonctionnaires et seraient donc des agents publics de seconde zone…). Mais ici, Mélenchon se heurtera très vite au fait que pour financer cette garantie d'emploi, il faudra augmenter massivement les dépenses publiques et donc prendre sur les profits, ce qui accentuera la crise du capitalisme et rendra cette mesure impossible à mettre en place. Pour garantir un salaire à vie à chacun, il faut mettre en place un nouveau mode de production, plaçant les moyens de production sous le contrôle des salarié.e.s. C'est la seule façon d'éradiquer le chômage et la pauvreté.

- Quant à l'égalité salariale hommes / femmes, il faut pour la réaliser enlever le pouvoir patronal dans la fixation des salaires ! Les salaires devraient ainsi être fixés par des « caisses de salaires » gérées par les représentants des travailleurs/ses. Sinon, cette promesse repose sur le bon vouloir des patrons… qui ont tout intérêt à maintenir ces discriminations.

On a les soutiens qu'on mérite : Laurence Rossignol, soutien d'Arnaud Montebourg

Dans notre première chronique, nous avions parlé du soutien des opportunistes de la « Gauche républicaine et socialiste » (Lienemann, Maurel…) à Montebourg. Montebourg est également soutenu par des membres peu ragoûtants du parti socialiste. Il en est ainsi de Laurence Rossignol, sénatrice PS de l'Oise. Ex de la LCR, elle a rejoint le PS avec Julien Dray en 1981. Elle a été ministre de Hollande de 2014 à 2017, où elle s'est tristement illustrée pour avoir mis en place des « tests osseux » sur les mineurs étrangers pour déterminer leur âge et ainsi les expulser. Elle s'est également illustrée pour son islamophobie chronique. Ainsi, le 30 mars 2016 sur RMC, elle comparait les femmes musulmanes choisissant de porter le voile aux « nègres américains qui étaient pour l'esclavage ». De façon fort logique, elle avait soutenu Valls à la primaire socialiste en 2017. Et aujourd'hui, on la retrouve « porte-parole » de Montebourg !

Brèves

Le **contrat engagement jeunes (CEJ)** de Macron ne convainc personne. La promesse de Macron est réduite à la portion congrue. Elle concernerait au maximum 400.000, mais en fait uniquement 100.000 jeunes supplémentaires par rapport aux dispositifs existants (garantie jeunes, plan d'investissement dans les compétences…). Ces jeunes auraient droit au maximum à 500 € avec une contrepartie de 15 à 20h d'« engagement ». Bref, une aumône qui revient à payer ces jeunes un salaire horaire

inférieur au SMIC sans aucune garantie que cela débouche sur un véritable emploi.

La France insoumise a réagi à la **mise en examen de Bastien Lachaud** concernant les accusations sur la campagne présidentielle de Mélenchon en 2017. La France insoumise souligne que cette campagne a coûté beaucoup moins cher que celle des autres grands candidats. La presse bourgeoise se fait un plaisir de relayer ces « informations » alors qu'elle ne dit quasiment sur les véritables scandales du système Macron. Ainsi, l'excellent documentaire de Jean-Baptiste Rivoire sur **l'affaire Kohler** a été refusé par toutes les chaînés de télévision, ce qui en dit long sur l'état des médias dans ce pays. Ce documentaire a été diffusé par le site internet Blast . C'est le premier d'une série sur le système Macron. Il faut aussi écouter l'interview de Rivoire sur Blast, qui décortique de l'intérieur le fonctionnement du système Bolloré. Mediapart documente en outre le scandale « Mimi marchand » dans l'indifférence de la presse mainstream.

La présidente PS de la région Occitanie **Carole Delga**, soutien d'Hidalgo, a proposé de mieux adapter l'école au monde de l'entreprise ! Carole Delga estime que c'est de cette manière qu'on pourra "répondre aux besoins des entreprises, parce qu'aujourd'hui l'économie française a du mal à recruter". Toute ressemblance avec un macronard de bas étage ne serait pas une coïncidence.

Environ 70 % des Français sont favorables à **l'interdiction de la chasse le week-end et pendant les vacances scolaires**, proposition faite par Jadot. Un résultat assez uniforme en fonction de la catégorie sociale et de l'âge.

Jadot promet d'augmenter le SMIC de 10 % sur 5 ans, soit environ 2 % par an. Alors que l'inflation est désormais autour de 3 %, Jadot nous promet donc de baisser le SMIC corrigé de l'inflation ! Merci Jadot !

Gaston Lefranc, le 6 novembre 2021